



RASSEMBLEMENT NATIONAL : UN PROGRAMME ÉCONOMIQUE INCOHÉRENT

juin 2024

ASTERÈS
études, recherche & conseil économique

✉ contact@asteres.fr

🌐 <https://asteres.fr>

📍 81 Rue Réaumur, 75002 Paris

RASSEMBLEMENT NATIONAL : UN PROGRAMME ÉCONOMIQUE INCOHÉRENT

SYNTHÈSE

Le programme économique du RN risquerait d'aggraver la situation économique de la France. Alors qu'on ne peut pas exclure l'arrivée du RN au pouvoir suite aux élections législatives de début juillet, Asterès s'est penché sur le programme économique du parti (à partir du programme de 2022 et des prises de position du RN ces dernières années). Il n'est pas aisé d'estimer quelles seraient précisément les conséquences économiques pour l'économie française si le programme économique du RN était adopté, car les positions du parti en matière de politique économique sont à la fois floues et changeantes. Cette incertitude est un problème en soi, car une bonne politique économique doit être claire et prévisible. Les propositions économiques clairement identifiées du RN (baisse de TVA et hostilité à l'immigration notamment) se révéleraient probablement néfastes à l'économie française.

D) PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU RN : UNE INCERTITUDE PROBLÉMATIQUE

Un bon programme économique doit être clair et prévisible, ce qui n'est pas le cas de celui du RN. Une bonne politique économique, quelle que soit son orientation politique, doit offrir de la visibilité et de la cohérence. En effet, les agents économiques (ménages et entreprises) doivent être en mesure de faire des prévisions à long terme, notamment pour lancer des projets d'investissement ou de formation. L'exemple à suivre en la matière serait la Suisse ou les pays Scandinaves, qui offrent un cadre juridique et fiscal stable et prévisible. A l'inverse, l'Argentine, avec ses fréquents revirements de politique économique, est l'exemple à ne pas suivre.

Sur de multiples sujets de politique économique essentiels, la position du RN manque de clarté. Le flou entourant un certain nombre de mesures rend tout chiffrage du programme économique du RN difficile à réaliser. Qu'il s'agisse de l'Europe, du commerce international, de la dette publique ou de l'énergie, les questions sans réponse restent très nombreuses.

- **Quelles relations avec l'Union Européenne ?** Le RN a mis de côté l'idée d'une sortie de l'euro ou de l'Union Européenne. Pourtant, le parti reste ouvertement hostile à l'UE et certains points de son programme sont en contradiction franche avec l'idée même d'un marché unique européen. Par exemple, il serait question de « mettre en œuvre une priorité nationale pour les entreprises française¹ », mais quelles seraient exactement les entreprises concernées ? Quelles mesures protectionnistes précises seraient prises ? Quelles mesures de rétorsion peut-on attendre de la part des autres pays ? Quel risque pour les exportations si les importations sont freinées ? Si les entreprises n'ont pas de visibilité sur les relations commerciales qu'elles entretiendront avec les autres pays, elles seront découragées d'investir en France.
- **Quelle stratégie pour les finances publiques ?** Le RN critique régulièrement l'accroissement de la dette publique comme étant un affaiblissement de la souveraineté nationale². Pourtant, son programme présente de nombreuses baisses d'impôts (par exemple baisses de TVA, exonération d'impôts pour les jeunes, suppression de l'impôt sur les sociétés pour les jeunes entrepreneurs, exonération d'impôt sur l'héritage) et des hausses de dépenses (santé, défense par exemple)³. La baisse de l'âge de départ en

¹ Les Echos, Marine le Pen, « Finances publiques : face au mur de la dette, l'urgence d'une stratégie nationale », 29 février 2024

² Les Echos, Marine le Pen, « Finances publiques : face au mur de la dette, l'urgence d'une stratégie nationale », 29 février 2024

³ <https://rassemblementnational.fr/22-mesures>

retraite proposée par le RN conduirait pour sa part à limiter les recettes (moindre activité économique) tout en augmentant les dépenses (hausse du déficit des caisses de retraite). Les seules mesures d'économie envisagées (lutte contre l'immigration et la fraude) semblent faire l'objet d'un chiffrage pour le moins optimiste (plus de détails dans la partie suivante). Ce programme est en totale contradiction avec l'objectif affiché de stabilisation de la dette publique, ce qui entraîne une incertitude quant aux objectifs réels du parti en matière de politique économique.

- **Quelle politique énergétique ?** Le RN envisage de sortir du marché européen de l'électricité⁴ sans qu'un fonctionnement alternatif de ce marché ne soit clairement proposé. Les pays européens ont besoin d'échanger de l'électricité, ce qui implique une manière commune d'en déterminer le prix. Quel mécanisme envisage de mettre en place le RN si la tarification ne s'effectue plus au coût marginal, comme c'est actuellement le cas ? De plus, la volonté de ne plus construire d'éoliennes, voire de démanteler celles existant déjà⁵, entre en contradiction avec l'indépendance énergétique de la France.

2) PRINCIPALES MESURES ÉCONOMIQUES DU RN : UNE POLITIQUE INEFFICACE

2.1 FREINER L'IMMIGRATION : UN GAIN ÉCONOMIQUE HAUTEMENT INCERTAIN

Freiner l'immigration pourrait, en termes économiques, se révéler plus néfaste que positif pour l'économie française. La limitation de l'immigration est un point central du programme du RN. Le parti en attend de multiples bénéfices économiques (comme une baisse du chômage ou une réduction des dépenses publiques) en oubliant que l'immigration peut également bénéficier à l'économie du pays d'accueil, notamment si elle concerne des personnes qualifiées.

- **Le problème de l'économie française est plus le manque de travailleurs que le chômage.** Un argument récurrent de l'extrême droite est que la limitation de l'immigration permettrait de faire baisser le chômage en « gardant » les emplois pour les natifs. Cependant, un travailleur immigré génère aussi de l'activité économique (donc des emplois) du fait de son travail. Les exemples de la Suisse, de l'Allemagne, de Singapour, des Etats-Unis ou du Canada montrent qu'une part importante de travailleurs immigrés n'entraînent pas une hausse du chômage. Plusieurs travaux confirment cette conclusion, comme la célèbre étude du Prix Nobel David Card⁶ qui montre que l'immigration cubaine à Miami n'a pas conduit à une hausse du chômage ou à une baisse des salaires. De plus, dans la période actuelle, l'économie française semble plus freinée par des pénuries de main d'œuvre que par un manque d'opportunités d'embauche : 41,2 % des entreprises de service et 51,9 % des entreprises industrielles indiquent avoir des difficultés à recruter, soit environ deux fois plus qu'au cours de la décennie 2010⁷.
- **Les immigrés ne semblent pas être une charge pour les finances publiques, surtout s'ils sont qualifiés.** Marine le Pen avançait l'idée que son programme de réduction de l'immigration générerait un gain pour les finances publiques (notamment du fait d'une baisse des dépenses sociales) de 16 milliards d'euros par an⁸. Outre que le calcul permettant d'arriver à ce chiffre n'a, à la connaissance d'Asterès, pas été précisé, de nombreuses études contredisent l'idée même selon laquelle l'immigration serait un poids pour les finances publiques. Du fait de la hausse des recettes fiscales liée à la hausse du nombre

⁴ <https://rassemblementnational.fr/petition/baisser-les-prix-de-lenergie-cest-possible>

⁵ <https://rassemblementnational.fr/22-mesures>

⁶ David Card, The Impact of the Mariel Boatlift on the Miami Labor Market, dans Industrial and Labor Relations Review, vol. 43, 1990

⁷ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001583536> et <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001586762>

⁸ Les Echos, Marine le Pen, « Finances publiques : face au mur de la dette, l'urgence d'une stratégie nationale », 29 février 2024

de travailleurs, l'immigration pourrait même être bénéfique pour les finances publiques⁹, à plus forte raison s'il s'agit d'une immigration de travailleurs qualifiés¹⁰.

2.2 BAISSÉ DE TVA : BEAUCOUP D'ARGENT POUR PEU DE RÉSULTAT

Baisser la TVA n'est pas le meilleur moyen d'augmenter le pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes. Parmi les mesures envisagées par le RN pour accroître le pouvoir d'achat, la baisse de TVA est régulièrement avancée. Elle pourrait concerner l'énergie ou les biens de « première nécessité » (alimentation notamment), sans que le périmètre ne soit clairement défini, ce qui rend des estimations chiffrées difficiles. La baisse de TVA coûterait cher à l'Etat en baisses de recettes publiques, avec des gains de pouvoir d'achat faibles pour les classes moyennes et populaires du fait de la répercussion partielle de la baisse de TVA dans les prix et du fait de la consommation plus importante des ménages aisés.

- **Seule une partie de la baisse de TVA se répercute dans les prix.** Les exemples passés de baisse de TVA sont nombreux, en France comme à l'étranger, mais il est difficile de déterminer une proportion de répercussion de cette baisse dans les prix tant les conclusions divergent en fonction des cas¹¹ : dans certains cas, la majorité de la baisse de TVA a été répercutée dans les prix (jusqu'à 90 % dans le cas d'une baisse momentanée de TVA sur les produits de première nécessité en Espagne)¹², dans d'autres cas cette répercussion a été très faible (seulement 10 % de répercussion dans les prix dans le cas de la baisse de TVA dans la restauration en France)¹³. En effet, la répercussion d'une variation de TVA dans les prix peut être influencée, entre autres, par l'intensité concurrentielle du marché, l'ampleur et le sens de la variation, le caractère permanent ou temporaire de la variation ou encore le contexte économique dans lequel intervient cette évolution. Même pour des produits d'apparence très similaire, la répercussion de la TVA peut être différente : en Allemagne 83 % de la baisse de TVA sur le diesel aurait été répercutée dans les prix contre seulement 61 % pour le SP95-E10¹⁴.
- **Les ménages les plus aisés sont ceux qui consomment le plus.** Les ménages aisés consomment plus que les ménages modestes, y compris sur les biens de première nécessité. Par exemple, les 10 % des ménages français les plus aisés dépensent deux fois plus en pâtes que les 10 % des ménages les plus modestes car ils achètent des produits de meilleure qualité. Ainsi, une baisse des prix permise par la baisse de TVA bénéficie plus, en nombre d'euros, aux ménages aisés qu'aux ménages modestes.

Des mesures ciblées sont préférables à une baisse de TVA. D'après les estimations d'Asterès, lorsque l'Etat perd 100 € de recettes fiscales du fait d'une baisse de TVA sur les produits de première nécessité¹⁵, les ménages modestes¹⁶ bénéficient d'une hausse de pouvoir d'achat limitée à 15 €¹⁷. Ce résultat est obtenu en considérant que 60 % de la baisse de TVA est répercutée dans les prix (cette proportion de répercussion

⁹ Voir par exemple les travaux d'Ekrame Boubtane tels que : H d'Albis, E Boutmane et D Coullibaly, « Macroeconomic evidence suggests that asylum seekers », Science advances, 2018
are not a "burden" for Western European countries

¹⁰ E Auriol et H Rapoport, « L'immigration qualifiée : un visa pour la croissance », CAE, novembre 2021

¹¹ Benedek D, De Mooij R, Keen M et Wingender P, « Estimating VAT Pass Through », IMF Working Paper, septembre 2015 et Cour des Comptes, « La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) comme outil de politique économique, Rapport particulier N°4 », décembre 2022

¹² Esade, « La reducción del IVA en los alimentos básicos: evaluación y recomendaciones », EsadeEcPol Brief #36 Marzo 2023

¹³ Institut des Politiques Publiques, « Qui a bénéficié de la baisse de TVA dans la restauration », n°32, mai 2018

¹⁴ Felix Montag, Alina Sagimuldina and Monika Schnitzer, « Are temporary value-added tax reductions passed on to consumers? Evidence from Germany's stimulus », Working paper, août 2020

¹⁵ Alimentation et énergie.

¹⁶ 30% des ménages les plus modestes

¹⁷ 25€ de gain pour les 30% des ménages les plus aisés et 20€ de gains pour les ménages de la classe moyenne (du décile 3 au décile 7 de la distribution des revenus)

dans les prix semble correspondre à un scénario moyen au vu des exemples passés), ce qui implique que les entreprises de la distribution bénéficient d'un gain de 40€. Il serait ainsi préférable, pour accroître le pouvoir d'achat de parties spécifiques de la population, de cibler directement des mesures (aides, hausses de la prime d'activité par exemple) afin que 100% des sommes engagées par l'Etat atteignent le public visé.

Sylvain BERSINGER, chef économiste chez Asterès

sbersinger@asteres.fr / 06.80.92.88.51

A S T E R è S
études, recherche & conseil économique